Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2015)
Heft: [1]: Numéro Thématique DEVA

Artikel: Les décisions d'aujourd'hui pour l'armée de demain
Autor: Penseyres, Nicolas
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-781344

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La salle du Conseil des Etats.
Toutes les photos © Auteur.

Politique de sécurité

Les décisions d'aujourd'hui pour l'armée de demain

Lt Nicolas Penseyres
C sct gren chars, bat chars 18 ; membre du comité, OG Panzer

Nous étions un petit groupe de membres de la Société des officiers de l'Université de Fribourg à nous rendre à Berne le mardi 10 mars 2015, afin de suivre le débat sur le DEVA au Conseil des Etats. Arrivés à l'heure, juste après le brigadier Stoller, chef du projet DEVA, nous avons néanmoins dû être patients, étant donné que les débats avaient du retard. Prévu peu après 08h00, DEVA a pu finalement être abordé vers 10h00.

Tout a commencé par une longue introduction du Président de la commission de politique de sécurité du Conseil des Etats. Rendant attentif aux conflits actuels qui déchirent le Moyen-Orient et l'Europe de l'Est, le président de la CPS-E a également mis en garde devant les fausses illusions et a fait remarquer que l'occasion nous était donnée, de doter l'Armée suisse de tous les outils nécessaires à ce qu'elle puisse donner les bonnes réponses aux diverses menaces. Le long résumé a surtout repris les points du rapport du Conseil Fédéral du 3 septembre de l'année passée. Il s'en est suivi l'énumération des améliorations apportées par la Commission de politique de sécurité du Conseil des Etats en janvier. Pour finir, le président de la Commission a expliqué quelles divergences subsistaient, notamment quant à l'utilité de la fonction du CdA dans la nouvelle organisation de l'armée et l'effectif réglementaire que certains voient à la hausse.

L'intervention de Mme la Conseillère aux Etats Géraldine Savary a par la suite retenu toute notre attention. Commençant par énumérer certains malentendus qui existeraient avec le projet DEVA, Madame Savary s'est lancée dans un discours populiste, se plaignant du manque de détails concernant l'engagement de l'Armée suisse. N'a-t-elle pas conscience que la seule mission de la politique est de définir la stratégie, le reste étant le problème du DDPS ? Malgré cette entrée en matière plutôt hasardeuse, elle a quand même salué certains points du projet DEVA : la réintroduction de la « mobilisation, » le soutien aux autorités civiles et la décision de la CPS-E concernant cinq cours de répétition à trois semaines.

Gardant la liste des points positifs relativement brève, madame Savary a regretté le manque d'efforts dans le domaine de la promotion de la paix, la trop grande taille de la future armée et le budget trop important.

La suite de son argumentation montre le manque de réalisme dans les idées proposées, ou plutôt imaginées. Après s'être plainte d'avoir reçu les informations sur la future doctrine (document de 250 pages) trop tard pour qu'elles ne puissent être lues et digérées à temps, Madame la Conseillère aux Etats nous a à nouveau fait part de regrets. Elle a dit être déçue et avoir un avis mitigé sur le document, étant donné qu'il donnerait d'un côté une « vision conservatrice » des conflits (avec des bataillons mécanisés et des moyens lourds) et d'un autre côté une approche des « nouvelles formes de conflits. » Dans le même rejet de la réalité, elle a également affirmé que l'armée n'avait pas besoin d'acheter de munitions, d'armes et de véhicules, comme prévu dans les programmes d'armement des prochaines années.

Il est également marquant que le mot « prestation » revienne sans arrêt durant son intervention. Mais alors, notre armée doit-elle être ce qu'elle a besoin d'être, ou doit-elle devenir celle que veulent certains de nos élus ? Si l'on devait résumer l'idée très vague d'une armée vue par la gauche, ou du moins par Mme la Conseillère aux Etats Savary, on pourrait dire ceci : une armée peu nombreuse, ne disposant d'aucun moyen lourd, avec un budget réduit au minimum, ignorant l'utilisation des systèmes d'armes les plus performants dans les dimensions terrestre et aérienne, équipée d'avions de transports, disposant de formations d'intervention pour l'aide humanitaire à l'étranger et le tout réduit à un service de prestations. Or l'on conviendra que ceci ne permettrait ni de protéger le pays durablement et efficacement, ni d'accroître la crédibilité de notre armée.

Heureusement, la majorité des interventions étaient marquées de réalisme. Par exemple, le parlementaire

Hans Altherr, Président de la commission des finances du Conseil des Etats, s'est dit convaincu que la planification budgétaire de 5 milliards par année était réalisable. Pourtant, si on devait augmenter l'effectif réglementaire à 140'000, comme demandé par le Conseiller aux Etats Peter Föhn, il faudrait autoriser un budget de 6 milliards par année. S'en est suivi l'intervention du Conseiller aux Etats Jean-René Fournier, qui s'est dit convaincu de la bonne direction prise avec DEVA et de la sécurité de planification qu'offrira le futur budget quadriannuel. De plus, il a mis en garde devant le danger de guerre conventionnelle. Cela implique naturellement que nous gardions des moyens mécanisés et lourds, suffisants pour être capables de mener le combat interarmes.

L'ambiance a ensuite été détendue par les paroles de Monsieur Roberto Zanetti. Il a expliqué que le vote contre l'Armée, qu'il avait glissé dans l'urne en 1989, était une erreur. D'après lui, il se trouvait dans une « crise de sens » à l'époque. Par la suite, il a loué les efforts de modernisation que notre armée a réalisé et l'efficacité qu'elle avait atteinte pour protéger notre population. Le DEVA est donc une bonne chose, même s'il s'était imaginé une armée plus petite et meilleure marché. Même si l'argumentation de Monsieur Zanetti est partiellement discutable, il faut saluer sa reconnaissance des réformes et du chemin qui a été parcouru depuis l'Armée 61. Son intervention sincère ne m'empêche de penser à Christian Levrat, Président du Parti socialiste, en mettant en doute son argumentation usuelle. Est-ce de la mauvaise volonté que de parler sans arrêt de « guerre froide » dans ses discours et de nier les changements intervenus dans l'Armée suisse (qu'ils soient bons ou mauvais) ?

La délégation de la Société des officiers de l'Université de Fribourg, devant le Palais fédéral à Berne.

L'intervention du Conseiller aux Etats Luc Recordon était tout aussi sincère, mais sans contenir la remise en question de Zanetti. Celui-ci s'est empressé de parler des « vraies menaces, » sans les énumérer dans le détail évidemment. Par la suite il a tenté la carte du stratège en citant Clausewitz et Sun Tzu et en parlant de manière confuse de « guerre économique » et de « guerre technologique » - armes de précision, protection maximale des forces. Les chances d'une « invasion terrestre, » il les réduit au statut de « quasiment nulle. » Par conséquent, Monsieur Recordon en déduit qu'il est « inutile » d'avoir des chars et des obusiers blindés. Pour finir il s'est lancé dans un discours sur la police, invitant à la non-entrée en matière avec le projet DEVA. C'était le coup de grâce. Sa crédibilité est restée au final guère plus grande que la valeur de ses arguments.

Peut-être que Monsieur Recordon ne regarde plus la télévision depuis 1989, pour parler de la fin des « invasions terrestres » et de la guerre froide. Il doit également ignorer ce qui se passe actuellement en Ukraine et au Moyen-Orient, car sur ces théâtres d'opérations on utilise massivement les formations mécanisées ainsi que toute la palette des armements lourds pour battre l'adversaire. La réalité est que le combat interarmes fait partie de la compétence de défense, raison d'être de toute armée qui veut en porter le nom. Le combat interarmes est par ailleurs la capacité la plus difficile, la plus coûteuse et la plus longue à maîtriser.
Le Conseiller fédéral Ueli Maurer s'est dit finalement convaincu de la nécessité de s'adapter à notre société de plus en plus vulnérable, à la rapidité des évènements et de mettre en valeur les avantages certains de notre système de milice. D'après lui l'Armée sera moins présente, mais l'ancrage régional atteint en subordonnant les bataillons d'infanterie aux futures divisions territoriales pourra rapprocher l'Armée de la population. Enfin la meilleure instruction des cadres, la remise en place d'un système de mobilisation et l'équipement complet (prévue pour les formations à disponibilité élevée uniquement) devrait accroître l'efficacité et la durabilité de notre armée.

On peut donc dire que le vent souffle en faveur de notre armée en ce moment. Mais cette énergie se doit d'être transformée correctement et complètement, pour pouvoir apporter l'effet maximal désiré. Aujourd'hui nous sommes donc tenus, plus que jamais, de combiner nos efforts en faveur de notre outil de défense. Nous devons créer un front fort et uni pour soutenir le projet DEVA, car seule une majorité déterminée pourra emporter la décision et œuvrer au respect de sa mise en application.

N. P.